CENTRE DE LOISIRS SCIENTIFIQUES DE SKIKDA

95,5 milliards de centimes pour relooker l'ex-Monoprix

Skikda se dote d'un nouveau centre de loisirs scientifiques, implanté en plein centre-ville, considéré comme l'un des meilleurs du pays. Il a ouvert aux jeunes et au mouvement associatif un nouvel espace d'échange et un cadre convivial de rencontres.

L'ex-Monoprix a été relooké pour la bagatelle somme de 95,5 milliards de centimes au titre du programme sectoriel. Une AP estimée à 60 milliards de centimes a été dégagée en premier lieu.

Une réévaluation estimée à 35,5 milliards de centimes sera débloquée pour achever les travaux de réhabilitation de la bâtisse et acquérir d'autres équipements nécessaires au bon fonctionnement des activités projetées, «les 95,5 milliards de centimes n'ont pas été consommés intégralement», nous dira une source au niveau de la direction de la jeunesse et des sports.

Le projet a été lancé il y a de cela 18 mois. Un défi, dans la mesure où l'ancien siège du Monoprix a été abandonné durant des années, et fut découvert dans un état lamentable. Le sous-sol, des anciens vide-sanitaires ont été transformés en lieu destiné à des activités écologiques. «On a trouvé des centaines de bouteilles de boissons alcoolisées et des bouteilles d'eau minérale», nous dira notre guide, lors de notre visite des lieux. La bâtisse de cinq étages a réussi le grand chelem en matière de spécialités à lancer : un labo-photo, un club d'électronique et un autre d'astronomie, cela en ce qui concerne celles inédites. Une médiathèque jouxtant une vaste salle de lecture damant le pion aux salles de lecture des bibliothèques communales qui sont dans un état pitoyable. Pas toutes bien sûr.

Un espace Internet régi selon le système d'abonnement, équipé en PC dernier modèle, s'ouvrira au grand public féru de surf sur le Net et de contacts par pixels. Une salle de conférences de 100 places, une autre destinée à la projection vidéo et une cafétéria ou club de rencontres sont les autres espaces qui donnent du charme au centre.

Dans chaque étage, un téléviseur LCD (Liquid Cristal Display) ou téléviseur à cristaux liquides diffusera en continu des informations locales, selon les prévisions, «les jeunes qui sirotent un café pourront s'informer simultanément des nouvelles de leurs régions en matière de recrutement, de projets à lancer, d'activités culturelles programmées durant la semaine ou le mois», explique notre source. Sur la terrasse, on envisage l'installation d'un dôme pour les besoins d'un planétarium, «les gens peuvent, à l'aide de matériels spéciaux et sophistiqués, s'adonner à une ancienne passion : visionner l'espace, les galaxies et les étoiles», selon toujours notre interlocuteur.

Un clin d'œil aux enfants également, une salle de marionnettes de 54 places et un petit espace pour les travaux manuels (le Petit Débrouillard) en sont l'illustration parfaite.

En dépit de l'aspect esthétique du centre et de l'utilité de ses aspects scientifiques et culturels qui consacreront les efforts déployés en matière d'architecture, une problématique demeure persistante : la DJS recèlera-t-elle les ressources humaines qualifiées en mesure de valoriser les objectifs inscrits ? L'avenir nous le dira.

Zaïd Zoheïr

Changement à la tête du complexe des matières premières

Hamouchène Saïd a été désigné directeur du complexe des matières plastiques la semaine écoulée, en remplacement de Adjilia Saïd appelé à prendre les fonctions de directeur technologie et développement au siège de la direction générale de l'Enip, au sein de la zone industrielle de Skikda. La cérémonie d'installation en présence du PDG de l'Enip et du staff dirigeant s'est tenue en deux journées. La première a vu la désignation du premier cité à la tête de la direction la plus performante de l'Enip, CP1K, au niveau du complexe des matières plastiques. La deuxième, deux jours après, a permis au second cité d'être nommé pour diriger la DTDV. En réalité, ce n'est qu'une permutation de postes entre ces deux responsables. Le nouveau directeur du CP1K est un ancien de l'entreprise. Âgé de 58 ans, il occupait durant quelques semaines le poste de directeur à la DTDV, un poste pour lequel il n'a même pas été nommé officiellement.

Z. Z.

TIZI-OUZOU

Les transporteurs de Boudjima interdits de circulation

Cela fait une semaine que les transporteurs de voyageurs de la commune de Boudjima sont sommés par les autorités de ne plus emprunter la RN72 pour se rendre à Tizi-Ouzou.

Durant toute la journée, ces derniers se sont vu refoulés au niveau du barrage dressé par la police à Makouda pour les orienter vers le chemin de wilaya qui passe par Ouaguenoun. Selon les arguments des agents de l'ordre dépêchés pour exécuter cette décision, c'est le résultat des incessantes réclamations des transporteurs des localités de la commune de Makouda auprès de la direction des transports de la wilaya. Ces derniers se plaignent, en effet, depuis des années du peu de travail qui leur reste vu que les voyageurs empruntent régulièrement le transport de la commune de Boudjima. D'un autre côté, les transporteurs refoulés trouvent cette décision injuste car la commune de Boudjima fait partie administrativement de la daïra de Makouda et il est de leur droit le plus absolu d'emprunter une route sur le territoire de leur circonscription administrative.

Le collectif des transporteurs de Boudjima qui se plient à cette décision comptent engager des actions pour être rétabli dans ses droits. Il n'est pas à exclure des journées de grève et des sit- in devant le siège de la daïra de Makouda dans les tout prochains jours. Pour cela, ils comptent également sur le soutien des voyageurs de la commune de Boudjima qui, eux également, sont lésés. En effet, en empruntant la RN72, le trajet vers la ville de Tizi-Ouzou ne dure qu'une vingtaine de minutes alors qu'en passant par Ouaguenoun, ils devront changer tout leur emploi du temps car il leur faudra plus d'une heure. Par ailleurs, il convient de signaler que cette disconvenue qu'ils vivent à présent n'est que la conséquence d'un problème plus profond et qui couve depuis des décennies.

La commune de Boudjima est dans une instabilité administrative chronique. Car, depuis sa création en 1984, elle est passée de la daïra de Tigzirt à la daïra de Ouaguenoun et maintenant à Makouda. Ses citoyens ont de tous temps été éparpillés entre ces trois circonscriptions même pour les documents et papiers administratifs. Dans les jours qui viennent, les citoyens devront s'attendre à subir les affres d'une perturbation dans le transport.

K. Boudjadi

CONSTRUCTION DU SIÈGE DE LA POLICE

Les habitants d'Aït Aïssa Mimoun bloquent les travaux

Les citoyens de la commune d'Aït Aïssa Mimoun ont observé dimanche un sit-in devant le siège de leur commune pour protester contre la décision des autorités de construire un siège pour la police judiciaire. Tôt dans la matinée, des groupes de citoyens se sont opposés aux travailleurs de l'entreprise qui devait réaliser les travaux du bâtiment qui allait abriter les éléments de ce corps de sécurité.

Après l'arrêt des travaux, les citoyens se sont rassemblés dans le siège de la mairie d'Aït Aïssa Mimoun pour exprimer leur opposition à la construction de ces locaux sur les ruines de l'ancienne mairie. A signaler, par ailleurs, que le projet en question n'est pas nouveau, mais il a été à chaque fois renvoyé aux calendes grecques à cause de l'opposition des citoyens.

K. B.

Une centaine de familles attendent encore l'électricité

Les locataires des cités des 30 et 20-Logements dans le chef-lieu de la commune de Boudjima sont en colère contre la Sonelgaz.

Cette grogne est, en effet, le résultat du retard accusé par Sonelgaz dans le branchement et la mise en service du réseau électrique. Selon les représentants des locataires, les devis ont été payés depuis près de quatre années. Cette attente qui dure depuis 2004 devient, toujours selon la même source, insupportable d'autant plus que les familles ont emménagé et vivent encore à la lumière de la bougie.

Dans une correspondance rendue publique, les habitants des cités interpellent le directeur de Sonelgaz sur les mauvaises conditions dans lesquelles les familles demeurent encore. Ils s'interrogent sur les raisons de ce retard que rien ne justifie vu la date à laquelle ils ont payé ce service.

K. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Les APC bloquées seront dissoutes

Lors d'une rencontre de M. Bentouga Benhalima, membre du bureau national du RND et vice-président de l'APN avec les élus du RND, rencontre organique qui concernera les 48 wilayas du territoire national organisée au niveau du bureau local du parti, l'orateur a tenu à faire rappeler aux élus les 10 articles du programme introduit par le RND dans la charte et l'obligation de leur respect maintenant qu'ils se sont engagés.

Les problèmes des élus seront solutionnés, a-t-il ajouté, afin de lever le blocage au niveau de certaines APC (RND) dont le nombre avoisinerait la centaine à travers le pays, prenant en exemple la wilaya de Sidi Bel-Abbès, la commune de Zerouala dont le P/APC est d'obédience RND et Sidi Chab, un élu RND qui sont toujours paralysées et leur assemblée n'est toujours pas opérationnelle. Les assemblées qui n'ont pas encore entamé leur mandat sont menacées de dissolution et leurs élus frappés d'interdiction de se représenter une deuxième fois, a tenu à souligner M. Bentouga.

«La population ne doit pas être pénalisée dans ce conflit.» Il est impératif d'être à l'écoute de la population, d'organiser des rencontres avec les citoyens en vue d'une meilleure prise en charge de leurs problèmes invitant par la même occasion les élus à dénoncer les défaillances au niveau de leur commune. Sur un autre volet, le vice-président de l'APN a invité les élus RND à prendre en charge la gestion de leur parti, de payer leurs cotisations, de faire délivrer les cartes d'adhésion et de se préparer en vue du quatrième congrès national du RND qui se tiendra prochainement. Abordant le projet du 3e mandat du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, il a réitéré leur position à soutenir ce dernier et accorder une importance à la révision de la Constitution. Concernant la représentation du RND, il a déclaré que ce parti est présent dans 101 APC et 8 APW à travers le territoire national. A Sidi-Bel-Abbès, il est présent dans 48 APC sur les 52, dans 12 communes où le président est d'obédience RND dans une commission et la vice-présidence de l'APW.

A. M.

Il met le feu à la demeure parentale

Dans la journée du 2 février, un adolescent de 17 ans a mis le feu à la demeure de ses parents. Bien que les dégâts matériels soient importants, le pire a été évité grâce à la célérité des agents de la Protection civile de Sidi-Bel-Abbès qui ont procédé à l'évacuation des membres de la famille et à l'extinction de l'incendie.

C'est le père qui a dénoncé son fils pyromane, celui-ci a été placé sous mandat de dépôt par le procureur de Sidi-Bel-Abbès.

Le pyromane en question n'est pas à son premier forfait du genre puisque dans la journée du 31 janvier dernier, il aurait tenté d'incendier le domicile d'une autre famille, selon la déclaration du propriétaire qui a déposé une plainte contre lui pour tentative d'incendie avec de l'essence dont les traces ont été retrouvées sur les lieux.

A. M.

BÉCHAR

RH International organise en avril le premier Salon de l'automobile

La ville de Béchar se prépare à accueillir son Premier Salon de l'automobile, TP, et du machinisme agricole. Un événement de taille pour la population de ces régions qui aura à découvrir, du 16 au 25 avril prochain, les nouvelles marques, voire les nouvelles technologies mises sur le marché. Une manifestation signée RH. International Communication qui mise sur la participation de concessionnaires représentant les véhicules et engins TP destinés pour le Sud.

Ce rendez-vous bénéficie du soutien des autorités de wilaya qui inscrivent cette première édition dans le cadre de l'animation économique puisque des potentialités d'investissement existent, et pourquoi pas à l'issue de cette exposition les opérateurs économiques sortiront avec des propositions de partenariat notamment pour des unités d'assemblage.

Le salon sera placé sous le signe de la préservation de l'environnement et de la lutte contre les accidents de la circulation et la contrefaçon. C'est dire que Béchar aura à gagner en retombées économiques, en attendant que cet événement devienne annuel.

R. I.